**CONTRAT D'ASSURANCE MULTIGARANTIES DES COLLECTIVITÉS ET RISQUES PROFESSIONNELS
CONDITIONS PARTICULIÈRES**

établies d'après les déclarations du souscripteur, et indissociables des Conditions Générales référencées **MC1**, elles énoncent les garanties accordées ainsi que les conventions spéciales et/ou annexes jointes qui leur sont applicables.

N° SOUSCRIPTEUR ET DE CONTRAT :
130 1090 17941 G 50.

SOUSCRIPTEUR :
COPROPRIETE VERLAQUE BAS
CZ MR MANECHEZ
BP 612 - 1335 CEMIN DE GRANET
13093 AIX EN PROVENCE CEDEX

LIEU DE RISQUE :

13093 1335 CAEMIN DE GRANET
CEDEX

AIX EN PROVENCE

DÉCLARATIONS DU SOUSCRIPTEUR : VOIR PAGE 2

**GARANTIES ACQUISES : VOIR ÉVÉNEMENTS ET/OU RESPONSABILITÉS EXCLUSIVEMENT
ASSURÉS - PAGE 3 ET SUIVANTES**

INDICE DE BASE : indice FFB, soit 879.70

DATE D'EFFET: 20/11/12 → Le contrat produit ses effets le lendemain à 0 H du paiement de la 1^{ère} cotisation sous réserve que celui-ci ne soit pas refusé par l'organisme sur lequel il doit être tiré.

ÉCHÉANCE: 1^{er} janvier

DURÉE JUSQU'AU : 31/12/12 **avec tacite reconduction annuelle**

COTISATION ANNUELLE : 787,00 € dont taxes 89.48 €

Fait à Paris, le 26 novembre 2012

Le Président du Directoire

Signature du SOUSCRIPTEUR
Faire précéder de la mention "lu et approuvé"

DECLARATIONS DU SOUSCRIPTEUR

Qualité de l'assuré : Syndicat de copropriété

Surface développée des locaux : 1 023 m²

Contenu : 3 000 €

Le souscripteur déclare avoir reçu un exemplaire :

Des conditions générales MC1

Des montants de garanties et franchises applicables au contrat : MGC01

Des conventions spéciales du contrat : Néant

ÉVÉNEMENTS ET/OU RESPONSABILITÉS EXCLUSIVEMENT ASSURÉS

- **Incendie, foudre, explosions, attentats, tempête, chute de la grêle et neige sur les toitures, inondation, choc de véhicule terrestre, chute d'appareils de navigation aérienne** (art. 4.1, 4.2, 4.3, 4.4, 4.6 de l'annexe MGC01) :
 - . **Immeuble : valeur à neuf de reconstruction**
 - . **Contenu** : à concurrence de 3 000 €
- **Responsabilités assurées** (art. 2 de l'annexe MGC01)
- **Catastrophes naturelles** (loi n° 82.600 du 13.07.82 et art. 4.4 de l'annexe MGC01)
- **Catastrophes technologiques** (art. 4.5 de l'annexe MGC01)
- **Dommages électriques** (art. 4.1 de l'annexe MGC01) : 20 fois l'indice applicable au contrat
- **Indemnités supplémentaires** (art. 3 de l'annexe MGC01)
- **Dégâts des eaux** (art. 4.9 de l'annexe MGC01) :
 - . **Immeuble : valeur à neuf de reconstruction**
 - . **Contenu** : à concurrence de 3 000 €
 - . **Frais de recherche de fuite** : à concurrence de 5 000 €
 - . **Refoulement des égouts** : à concurrence de 10 000 €
 - . **Dommages provenant de conduites enterrées sous les bâtiments assurés** : à concurrence de 3 000 €
 - . **Coût de la surconsommation d'eau** : à concurrence de 1 500 €
 - . **Infiltrations par façades** : à concurrence de 10 000 €
- **Vol, tentative de vol, acte de vandalisme** (art. 4.7 de l'annexe MGC01)
 - . **Détériorations immobilières** : à concurrence de 3 000 €
 - . **Contenu** : à concurrence de 3 000 €
- **Bris des installations de miroiterie** (art. 4.8 de l'annexe MGC01) : à concurrence de 5 000 €
- **Dommages aux aménagements extérieurs** (art. 1.3 de l'annexe MGC01) : à concurrence de 5 000 €
- **Responsabilité civile** (art. 5 de l'annexe MGC01)
- **Protection juridique suite à accident** (art. 38 à 47 des Conditions Générales)
- **Assurance syndic non professionnels et membres du conseil syndical** (art. 6 de l'annexe MGC01) :
GARANTIE SOUSCRITE : OUI

Annexe « MGC01 – 10/09 »

CONTRAT D'ASSURANCE MULTIGARANTIES DES COPROPRIÉTÉS

Définitions

Par dérogation partielle à l'article 2 des Conditions Générales MC.1, pour l'exécution du présent contrat, on entend par :

ASSURÉ

A la qualité d'assuré :

- Le Syndicat des copropriétaires, pour le compte duquel le présent contrat a été souscrit.

Lorsque cette assurance est stipulée aux Conditions Particulières :

- Le Syndic de copropriété non professionnel,

- Les membres du Conseil Syndical,

sont également garantis contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils encourent es qualités (article 6 de la présente annexe).

Les syndics professionnels, relevant des dispositions de la loi n°70-9 du 2 janvier 1970 modifiée, ne sont jamais assurés au titre du présent contrat.

TIERS

Toutes personnes autres que :

- Le souscripteur,

- Le syndicat des copropriétaires,

- Le syndic de copropriété es qualité,
ainsi que leur préposés et collaborateurs.

Les membres du conseil syndical es qualité.

Affectation de l'immeuble assuré

Le souscripteur déclare que l'immeuble assuré au titre et dans les conditions des garanties du présent contrat est à usage d'habitation et que les activités commerciales ou artisanales qui y sont éventuellement exercées n'excèdent pas le quart de la surface développée dudit immeuble.

TITRE I – Dispositions spéciales relatives à l'assurance des Biens de la Copropriété

Article 1 – Biens assurés

Par dérogations partielles à l'article 21 des Conditions Générales, sont considérés comme tels :

1. Les biens immobiliers mentionnés comme étant « lieu de risque » aux Conditions Particulières.

Ce sont notamment, sauf exclusions particulières :

- a les bâtiments, les attenances et dépendances (caves, débarras, garages) avec toiture,**
- b les escaliers extérieurs,**
- c les clôtures et murs de clôtures des terrains de la copropriété assurée,**
- d les aménagements à l'intérieur ou contigus aux bâtiments assurés, pouvant être considérés comme immeubles par destination, tels que travaux d'embellissement, cloisonnements, décorations, revêtements de sols, plafonds ou murs.**

Outre les exclusions prévues à l'article 5 des Conditions Générales MC.1, ne sont pas assurés au titre du présent contrat :

- les terrains de toute nature, les murs de soutènement,
- les terrasses,

Toutefois, les terrasses servant de toiture aux bâtiments assurés demeurent garanties.

- les voies et chemins d'accès de tout type,
- les piscines ainsi que leurs aménagements et équipements (sauf Conventions Spéciales aux Conditions Particulières),
- les aménagements, travaux d'embellissement, cloisonnements, décorations, revêtements de sols, plafonds ou murs appartenant aux copropriétaires ou occupant quels qu'ils soient.

2. Le contenu

Ce sont, lorsqu'ils sont renfermés dans les parties communes des locaux assurés et à concurrence des montants indiqués aux Conditions Particulières :

- a les agencements, tels que définis à l'article 2 des Conditions Générales MC.1,**
- b le mobilier et le matériel, c'est-à-dire tous objets mobiliers appartenant à la copropriété assurée,**
- c les biens et effets personnels appartenant aux salariés de la copropriété assurée.**

Outre les exclusions prévues à l'article 5 des Conditions Générales MC.1, ne sont pas assurés au titre du présent contrat :

- les matériels et marchandises destinés à l'exercice d'une profession,
- les véhicules à moteur et leurs remorques soumis à l'obligation d'assurance prévues par les articles L.211-1 et suivants du Code des Assurances,
- les appareils de locomotion aérienne et les embarcations à moteur ou à voile,
- les espèces monnayées, les billets de banque, les titres, les valeurs mobilières, les cartes de paiement et de crédit, et d'une façon générale tous les moyens de paiement,
- les animaux,
- les agencements, les biens meubles et toutes installations fixes telles que chauffe-eau, générateur de chauffage central, sanitaires, appartenant aux copropriétaires ou occupants quels qu'ils soient.

3. Les aménagements extérieurs situés dans l'enceinte de la copropriété assurée, tels que :

- barrières, portails,
- digicodes et interphones,
- dispositifs d'éclairage fixés au sol, tels que lampadaires,
- systèmes d'arrosage intégrés,
- portiques de jeux, balançoires, tourniquets, toboggans,
- bassins,
- mobilier extérieur fixe, tels que bancs, tables en pierre,

- **équipements de développement durable**, tels que pompes à forage, éoliennes, cuves de récupération d'eau, bacs à compost,
- **végétaux**, tels que arbres et arbustes plantés dans le sol

Descriptifs de la garantie des aménagements extérieurs :

Les dommages aux aménagements extérieurs sont garantis, au titre du présent contrat, lorsqu'ils résultent exclusivement :

- d'un **incendie**, (article 24.1 des Conditions Générales MC.1),
- d'une **explosion** (article 24.2 des Conditions Générales MC.1),
- d'un **acte de terrorisme** ou de **sabotage**, d'une **émeute**, d'un **mouvement populaire** ou d'un **attentat** (article 25 des Conditions Générales),
- d'une **tempête** (par dérogation partielle à l'article 26.1.A des Conditions Générales MC.1),
- d'une **catastrophe naturelle** (article 27.I des Conditions Générales MC.1),
- d'une **inondation** (article 27.II des Conditions Générales MC.1),
- de la **chute d'un appareil de navigation aérienne** (article 28 des Conditions Générales),
- d'un **choc avec un véhicule terrestre** (article 28 des Conditions Générales et article 4.6 de la présente annexe).

Il n'y a pas d'assurance des dommages aux aménagements extérieurs de la copropriété, lorsque ceux-ci résultent :

- de la **chute de la foudre** (article 24.3 des Conditions Générales MC.1),
- d'un **courant électrique anormal** (article 24.4 des Conditions Générales MC.1),
- de la **chute de la grêle ou du poids de la neige** (article 26.B et C des Conditions Générales MC.1),
- d'un **vol, d'une tentative de vol ou d'un acte de vandalisme** (article 29 des Conditions Générales),
- d'un **dégât des eaux ou de l'action du gel ou du dégel** (article 31 des Conditions Générales MC.1),
- d'un **bris accidentel**.

Dispositions spéciales relatives aux interphones et digicodes :

Il est précisé que les digicodes et interphones sont également garantis en cas de dommages résultant d'un acte de vandalisme (article 29 des Conditions Générales).

Dispositions spéciales relatives aux végétaux :

Il est précisé que les végétaux sont également garantis lorsque leur dépérissement résulte de la chute de la foudre (article 24.3 des Conditions Générales).

Il est précisé que l'indemnisation des dommages aux végétaux est, à concurrence du montant des aménagements extérieurs assurés aux Conditions Particulières, limitée aux frais d'abattage et d'enlèvement sans prise en charge des frais de remplacement ou replantation des végétaux endommagés.

Il est également précisé que sont garantis, au titre du présent contrat, les dommages causés aux biens immobiliers assurés en cas de chute d'un arbre consécutif à un événement garanti.

Exclusions :

Outre les exclusions prévues à l'article 5 des Conditions Générales MC.1, sont exclus de l'assurance des aménagements extérieurs acquise au titre du présent contrat :

- * les biens mobiliers non fixes,
- * les terrains, les voies et chemins d'accès de tout type, les revêtements, peintures et marquages au sol,
- * les serres, les vérandas, les châssis, les verrières, les marquises, les tentes,
- * les stores extérieurs.

Toutefois, en application de l'article 26 des Conditions Générales, les dommages aux stores extérieurs sont garantis en cas de tempête lorsque leur bris résulte d'une destruction totale ou partielle d'un bâtiment assuré.

- * les antennes de radios, de télévision, de téléphonie et toute antenne réémettrice (sauf Conventions Spéciales aux Conditions Particulières),
- * les panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïques.

Estimation après sinistre des aménagements extérieurs :

Par dérogation partielle à l'article 18 des Conditions Générales MC.1, en cas de sinistre, les aménagements extérieurs sont estimés :

- * **s'ils ne sont pas réparables**, en valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté déduite, majorés s'il y a lieu des frais de déblais et d'enlèvement, ainsi que des frais de transport et d'installation des nouveaux aménagements ;
- * **dans la mesure où ils sont réparables**, suivant le montant des réparations dans la limite de leur valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté déduite.

Il est précisé qu'aucune vétusté ne sera déduite du montant des réparations.

La vétusté est fixée forfaitairement par année d'ancienneté écoulee depuis la date d'achat des aménagements extérieurs à 10 % par an avec un maximum de 80 % (toute année commencée étant réputée révolue).

Il est rappelé que l'indemnisation des végétaux est limitée aux frais d'abattage et d'enlèvement sans prise en charge des frais de remplacements ou replantation.

4. Les panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïques installés sur la toiture des bâtiments assurés (par dérogation partielle à l'article 21.2 des Conditions Générales MC.1),

Sont également assurés l'onduleur et l'armoire électrique raccordés aux panneaux.

a. Montant des garantis :

Événement garanti : à concurrence de 50 000 € pour l'ensemble des biens assurés,

Sauf

- Dommages d'ordre électrique: à concurrence de 5 000 € pour l'ensemble des biens assurés,
- Vol et acte de vandalisme : à concurrence de 5 000 € pour l'ensemble des biens assurés,
- Pertes d'exploitation : à concurrence de 2 mois de pertes dans la limite de 500 € par mois,
- Responsabilités civiles : voir article 7 ci-après.

b. Événements, pertes et responsabilités assurés :

- * INCENDIE, EXPLOSION, FOUORE, (article 24.1, 24.2et 24.3 des Conditions Générales MC.1),
- * DOMMAGES D'ORDRE ELECTRIQUE (article 24.4 des Conditions Générales MC.1),
- * ACTES DE TERRORISME ET DE SABOTAGE, EMEUTES ET MOUVEMENTS POPULAIRES, ATTENTATS (article 25 des conditions Générales MC.1),
- * TEMPETE, CHUTE DE LA GRELE ET NEIGE (article 26 des Conditions Générales MC.1)

Par dérogation partielle à l'article 26.B et C des Conditions Générales MC.1, sont garantis au titre du présent contrat :

- l'action mécanique des grêlons
 - le poids de la neige ou de la glace accumulée,
- sur les panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïque assurés.

Sont également garantis, conformément à l'article 26.D des Conditions Générales MC.1, les dommages subis par les onduleurs et/ou armoires électriques résultant de la mouille occasionnée par la pluie, la neige ou la grêle à l'intérieur des bâtiments assurés.

Il n'y a pas d'assurance au titre de la garantie « Tempête, chute de la grêle et neige », des dommages subis en cas de mouille par les panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïques situés sur la toiture des bâtiments assurés.

- * CATASTROPHES NATURELLES (article 27.I des Conditions Générales MC.1)
- * INONDATIONS (article 27.II des Conditions Générales MC.1)
- * CHUTE D'APPAREILS DE NAVIGATION AERIENNE, CHOC DE VEHICULE TERRESTRE (article 28 des Conditions Générales MC.1)

* VOL ET ACTE DE VANDALISME

Sont garanties, conformément à article 29 des Conditions Générales MC.1, les pertes dont l'assuré peut être victime par suite de disparitions, détériorations ou destruction des onduleurs et/ou armoires électriques résultant d'un vol, tentative de vol ou acte de vandalisme à l'intérieur des bâtiments assurés.

Il n'y a pas d'assurance au titre de la garantie « tentative de vol ou acte de vandalisme » des dommages subis par les panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïques situés sur la toiture des bâtiments assurés.

* DEGATS DES EAUX, DOMMAGES DUS AU GEL ET AU DEGEL

Sont garantis, conformément à l'article 31 des Conditions Générales MC.1, les dommages résultant d'un dégât des eaux subi par les onduleur et/ou armoire électrique à l'intérieur des bâtiments assurés.

Il n'y a pas d'assurance au titre de la garantie « dégâts des eaux – dommages dus au gel et au dégel » des dommages subis par les panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïques situés sur la toiture des bâtiments assurés

* PERTES D'EXPLOITATION

Descriptif de la garantie :

Matmut *Entreprises* garantit à l'assuré le paiement d'une indemnité correspondant aux pertes d'exploitation résultant exclusivement, pendant la période d'indemnisation :

- de la baisse de chiffre d'affaires causée par l'interruption ou la réduction de la revente d'électricité à EDF,
- de la surconsommation d'électricité résultant de l'impossibilité ou de la difficulté pour l'assuré de produire sa propre électricité,
- des frais supplémentaires exposés par l'assuré en vue d'éviter ou de limiter la réduction de chiffre d'affaires et la surconsommation d'électricité,

qui sont la conséquence directe de dommages matériels causés par les événement garantis aux panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïque, onduleur et/ou armoire électrique qui y sont raccordés.

L'assuré s'engage à prendre, dès la survenance du sinistre, toutes mesures pour maintenir la production d'électricité.

Dans ce cas, la période d'indemnisation débute le jour du sinistre et se termine le jour où l'assuré a reconstitué ses résultats de production.

Il est précisé que :

- la période d'indemnisation ne peut excéder **DEUX MOIS**,
- aucune indemnité n'est due si les panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïques, les onduleurs et armoires électriques ne sont par remis en activité,
- aucune indemnité n'est due en l'absence de documents justifiant :
 - * de l'existence d'un contrat de revente d'électricité au nom de l'assuré en cours au moment du sinistre,
 - * de la quantité de KW/h produite sur la même période l'année précédent le sinistre ou en cas de nouvelle installation de la quantité moyenne de KW/h produite au cours des trois derniers mois précédent le sinistre,
- le montant total des frais supplémentaires remboursés ne peut en aucun cas être supérieur au complément d'indemnité pour baisse de chiffre d'affaires et surconsommation d'électricité qui aurait été dû à l'assuré s'il n'avait pas engagé lesdits frais,
- l'engagement et l'affectation des frais supplémentaires d'exploitation doivent être pris en accord avec Matmut *Entreprises*.

Détermination du montant de l'indemnité :

L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'assuré et l'indemnité ne peut avoir pour base que le préjudice réel.

Le montant des dommages est calculé comme suit :

1. au titre de la baisse de chiffre d'affaires, les dommages sont constitués par la perte qui est déterminée en calculant la différence entre le chiffre d'affaires qui aurait été réalisé pendant la période d'indemnisation en l'absence de sinistre du fait de la revente de l'électricité produite, et le chiffre d'affaires effectivement réalisé pendant cette même période,
2. au titre de la surconsommation d'électricité, les dommages sont constitués par la perte qui est déterminée en calculant la différence entre le coût de l'électricité qui aurait été consommé par l'assuré durant la période d'indemnisation en l'absence de sinistre et le coût de l'électricité effectivement supporté par l'assuré pendant cette même période,

Le montant du chiffre d'affaires qui aurait été réalisé et la consommation qui aurait été supporté par l'assuré en l'absence de sinistre sont calculé notamment à partir des documents justifiant de la quantité de KW/h produite sur la même période l'année précédent le sinistre ou en cas de nouvelle installation de la quantité moyenne de KW/h produite au cours des trois derniers mois précédent le sinistre.

3. au titre des frais supplémentaires d'exploitation, les dommages sont constitués de tous les frais exposés par l'assuré ou pour son compte, d'un commun accord entre les parties, en vue d'éviter ou de limiter les pertes supportées par lui durant la période d'indemnisation.

La somme ainsi déterminée, diminuée de la période de franchise, constitue l'indemnité de sinistre due à l'assuré.

Abrogation de la règle proportionnelle en cas d'insuffisance d'assurance :

Par dérogation aux dispositions de l'article L.121-5 du Code des Assurances, il est fait abrogation de la règle proportionnelle, la garantie étant acquise jusqu'à concurrence de la somme assurée définie au présent contrat.

Exclusions :

Outre les dommages exclus à l'article 5 des Conditions Générales MC.1 et au § III ci après, Matmut Entreprises ne garantit pas les pertes résultant :

- de l'interruption ou de la réduction des activités de l'assuré (en dehors de son activité de production d'électricité),
- de pénalités qui seraient mises à la charge de l'assuré en application des marchés passés avec sa clientèle, par suite de retard dans la livraison d'électricité ou l'absence de celle-ci,
- des dommages survenant au cours d'une période de chômage, de redressement ou de liquidation judiciaire de l'assuré.

*** RESPONSABILITÉ CIVILE**

Sont assurés au titre et dans les conditions de la garantie « Responsabilité civile » du présent contrat (article 32 à 37 des Conditions Générale MC.1) les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs à un dommage corporel ou matériel susceptibles de survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution du contrat d'accès au réseau public de distribution d'électricité conclu entre l'assuré et ÉLECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE (ERDF), ou imputables au fonctionnement des installations de l'assuré.

c. Exclusions :

Outre les exclusions prévues aux articles 5 et 32 des Conditions Générales MC.1, il n'y a pas d'assurance :

- des dommages aux panneaux lorsque ceux-ci ne sont pas installés sur la toiture des bâtiments assurés,
- des dommages aux panneaux installés sur la toiture de bâtiments non exploités ou vétustes,
- des dommages aux panneaux installés sur la toiture de bâtiments en cours de construction,
- des dommages aux panneaux résultant d'un bris accidentel,
- les dommages dus à l'usure, la corrosion, l'opacification, l'altération de l'EVA (acétate de vinyle) et/ou de l'émaillage entre cellule, (sauf s'ils sont la conséquence directe et avérée d'un événement garanti),
- des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'assuré du fait des dommages causés aux tiers ayant pour origine le défaut ou l'absence de fourniture de courant électrique,
- des pertes d'efficacité ou de rendement électrique sans autres dommages garantis causés aux panneaux

d. modalités d'indemnisation :

Par dérogation partielle à l'article 18 des Conditions Générales MC.1, il sera fait application en cas de sinistre aux panneaux, onduleur et armoire électrique assurés d'un pourcentage annuel contractuel de dépréciation pour vétusté applicable aussi bien aux frais de réparations qu'à la valeur de remplacement des biens assurés.

La vétusté est fixée forfaitairement par année d'ancienneté écoulée depuis la date d'installations des panneaux, onduleurs et/ou armoires électriques à 3 % par an sauf pour :

- les pièces d'usure : 15 %
- les matériels électriques ou parties électriques de matériels : 5 %
- les onduleurs : 15 %
- avec un maximum à 80 % (toute année commencée étant réputée révolue).

Article 2 – Responsabilités assurées

A. Sont garantis au titre du présent contrat :

1 Les recours des locataires (article 22.A.3 des Conditions Générales MC.1) ;

C'est-à-dire les conséquences pécuniaires des recours que les locataires peuvent exercer contre la copropriété assurée en vertu de l'article 1721 du Code Civil, pour tous dommages causés à leurs biens mobiliers.

2 Le recours des voisins et des tiers (article 22.A.4 des Conditions Générales MC.1) ;

C'est-à-dire les conséquences pécuniaires de la responsabilité que la copropriété assurée peut encourir, en vertu des articles 1382 à 1384 du Code Civil, pour tous dommages matériels causés aux voisins et aux tiers à la suite d'un sinistre garanti au titre du présent contrat et survenu dans les locaux assurés.

Cette garantie :

- **s'étend à la responsabilité des copropriétaires entre eux** du fait des parties de l'immeuble leur appartenant en propre mais n'a pas d'effet s'il existe une renonciation à recours entre les copropriétaires,
- couvre exclusivement les dégâts matériels subis par les copropriétaires, **à l'exclusion des privations de jouissance, des pertes de loyers et tous les autres dommages immatériels dont ils peuvent être victimes.**

Dans tous les autres cas, la garantie s'applique :

- à la privation de jouissance et à la perte des loyers dont peuvent être victimes les tiers atteints par le sinistre,
- **à l'exclusion de tous les autres dommages immatériels qu'ils peuvent subir.**

3 La responsabilité civile «vol» (article 22.A.5 des Conditions Générales MC.1) ;

C'est-à-dire les conséquences pécuniaires de la responsabilité que la copropriété assurée peut encourir à l'égard des occupants de l'immeuble en vertu des articles 1382 à 1384 et 1721 du Code Civil, en raison des vols commis dans les immeubles assurés.

B. « Les responsabilités locatives » (article 22.A.1 des Conditions Générales MC.1) et « La perte de loyer et la privation de jouissance » (article 22.A.2 des Conditions Générales MC.1) ne sont pas garanties au titre du présent contrat.

Article 3 – Indemnités supplémentaires

A. Sont garantis au titre du présent contrat :

1 Les honoraires d'experts (article 23.3 des Conditions Générales MC.1) ;

C'est-à-dire le remboursement des frais et honoraires de l'expert choisi par l'assuré à la suite d'un sinistre pour l'évaluation des biens lui appartenant.

2 Les frais de gardiennage et de clôture provisoire (article 23.4 des Conditions Générales MC.1) ;

C'est-à-dire les frais justifiés de gardiennage et de clôture provisoire nécessaires à la sécurité de l'établissement sinistré.

3 Les frais de démolition et de déblais (article 23.5 des Conditions Générales MC.1) ;

C'est-à-dire le remboursement des frais de démolition, déblaiement, enlèvement et transport des décombres légitimement exposés par l'assuré pour permettre la remise en état des biens immobiliers assurés. L'indemnité n'est pas due s'il n'y a pas remise en état ou reconstruction dans les lieux.

4 Les frais de déplacement, de garde et de remplacement des objets mobiliers (article 23.6 des Conditions Générales MC.1) ;

C'est-à-dire les frais de déplacement et de remplacement de tous les objets mobiliers assurés dans le cas où le déplacement serait indispensable pour effectuer dans l'immeuble les réparations nécessitées par un sinistre garanti, ainsi que les frais de garde-meubles pendant la durée des travaux admis par l'expert mais sans pouvoir dépasser une année.

5 La taxe locale d'équipement (article 23.8 des Conditions Générales MC.1) ;

C'est-à-dire le remboursement de la taxe dont l'assuré peut être redevable à l'occasion de la reconstruction des biens immobiliers assurés.

6 Les contraventions de grande voirie (article 23.9 des Conditions Générales MC.1) ;

C'est-à-dire les conséquences dommageables des réclamations faites par les Administrations Publiques à ce titre.

7 Les honoraires d'architectes, contrôleur technique et/ou bureau d'ingénierie ;

C'est à dire le remboursement à l'assuré des honoraires justifiés de l'architecte, contrôleur technique ou bureau d'ingénierie dont l'intervention est imposée par la réglementation et/ou nécessaire, à dire d'expert, en cas de reconstruction du bien immobilier sinistré.

Le remboursement des honoraires d'architectes, contrôleurs techniques et/ou bureau d'ingénierie n'est pas du au titre des garanties « Catastrophes Naturelles » (article 27-I des Conditions Générales MC.1) et « Inondation » (article 27-II des Conditions Générales MC.1).

8 Le remboursement de la cotisation d'assurance obligatoire « Dommages Ouvrage » ;

C'est à dire le remboursement à l'assuré du montant de la prime d'assurance de dommages obligatoire instituée par l'article L 242-1 du Code des Assurances, dite assurance "Dommages- ouvrage", afférente à des travaux de bâtiments rendus nécessaires par la survenance d'un sinistre garanti au titre du présent contrat.

L'indemnité n'est due que sur justification du paiement effectif par l'assuré de la prime d'assurance "Dommages-ouvrage".

Le remboursement de la cotisation d'assurance obligatoire « Dommages Ouvrage » n'est pas du au titre des garanties « Catastrophes Naturelles » (article 27-I des Conditions Générales MC.1) et « Inondation » (article 27-II des Conditions Générales MC.1).

B. Ne sont pas garanties au titre du présent contrat :

- « La privation de jouissance » (article 23.1 des Conditions Générales MC.1),
- « La perte des loyers » (article 23.2 des Conditions Générales MC.1),
- « La reconstitution de documents et d'archives ». (article 23.7 des Conditions Générales MC.1).

Article 4 – Descriptif des événements garantis

Les événements désignés ci-après sont garantis au titre du présent contrat :

4.1 Incendie – Explosion – Foudre – Electricité

- Cf. Article 24 des Conditions Générales MC.1.

4.2 Actes de terrorisme et de sabotage – Émeutes et mouvements populaires Attentats (loi n°86-1020 du 9 septembre 1986)

- Cf. Article 25 des Conditions Générales MC.1.

4.3 Tempête - Chute de la grêle et neige sur les toitures

- Cf. Article 26 des Conditions Générales MC.1.

4.4 Catastrophes Naturelles – Inondation

- Cf. Article 27 des Conditions Générales MC.1.

4.5 Catastrophes technologiques (article L.128-1 et 2 du Code des Assurances)

- **Matmut Entreprises** garantit les dommages causés aux biens assurés par un accident ayant fait l'objet d'un arrêté interministériel constatant l'état de Catastrophe Technologique.
La garantie couvre, dans les conditions prévues par la loi, la réparation intégrale de ces dommages, dans la limite, pour les biens mobiliers, des montants prévus par les Conditions Particulières et l'article 7 de la présente annexe.

4.6 Chute d'appareils de navigation aérienne et choc de véhicule terrestre

- Cf. Article 28 des Conditions Générales MC.1,
et

- **Extension de garantie - Choc de véhicule terrestre non identifié**

Par dérogation partielle à l'article 28 des Conditions Générales MC.1, sont garantis au titre du présent contrat, les dommages matériels directs causés par le choc direct d'un véhicule terrestre non identifié.

Il est précisé qu'en cas de dommages matériel aux biens immobiliers assurés résultant d'un choc de véhicule non identifié, la garantie est acquise à concurrence de 100 000 € par sinistre.

Sont exclus de l'extension de garantie « choc de véhicule terrestre non identifié » les dommages
*** survenus à l'intérieur des bâtiments assurés, survenus dans un garage, un sous-sol ou un parking,**

*** aux immeubles, aménagements et objets qui ne sont pas en conformité avec les règlements de voirie.**

4.7 Vol, tentative de vol et acte de vandalisme

Par dérogation partielle à l'article 29 des Conditions Générales MC.1, **Matmut Entreprises** garantit exclusivement au titre du présent contrat à concurrence des montants indiqués aux Conditions Particulières, les pertes dont l'assuré peut être victime par suite de disparitions, détériorations mobilières et immobilières, destructions résultant d'un vol, tentative de vol ou acte de vandalisme à l'intérieur des locaux assurés :

* commis par effraction,

* précédés ou suivis de violences sur toute personne physique.

Outre les exclusions prévues à l'article 29 des Conditions Générales MC.1, sont exclus :

- Les vols commis à l'intérieur des parties communes des locaux assurés, lorsque le bien volé a été laissé sans surveillance ou était contenu dans une pièce non fermée à clef ;
- Les vols, tentatives de vol ou actes de vandalisme réalisés à l'extérieur des bâtiments assurés ;
- Les vols, tentatives de vol ou actes de vandalisme des aménagements extérieurs (sauf digicodes ou interphones) ;
- Les vols dont sont auteurs ou complices :
 - Les copropriétaires, les locataires, sous locataires, les bénéficiaires d'un acte de réquisition ou toute personne occupant tout ou partie des locaux,,
 - les préposés ou salariés de l'assuré, ou les personnes chargées de la surveillance des locaux, à moins que les vols ne soient commis en dehors des heures de travail et exclusivement par effraction;
 - Les vols lorsque l'introduction dans les locaux s'est faite par entrée clandestine ou usage de clés trouvées sur place ou remises sans violence ou menaces par un gardien ou un préposé de l'assuré;
 - Les dommages causés aux façades et devantures par graffiti, tags, jets de peinture et inscriptions de toute nature.

En cas de dommages au contenu assuré (article 1.2 de la présente annexe) résultant d'un vol, d'une tentative de vol ou d'un acte de vandalisme, **il est précisé que, par année d'assurance, aucune franchise ne sera déduite de l'indemnité versée au titre du premier sinistre de l'année.**

4.8 Bris des installations de miroiterie

Par dérogation partielle à l'article 30 des Conditions Générales MC.1, Matmut *Entreprises* garantit exclusivement au titre du présent contrat, le bris des installations de miroiterie (verres, glaces, miroirs) situées dans les parties communes de la copropriété assurée. Sont garantis les frais de dépose et de pose. Sont notamment garantis : les miroirs fixes, les glaces intérieures et extérieures, les portes en verre, les skydômes, les lanterneaux.

Sont exclus :

- les dommages survenus au cours de tous travaux effectués sur les objets assurés, leurs encadrements, agencements ou au cours de leur pose, dépose, transfert, entrepôt ;
- le bris provenant d'un vice de construction, de fabrication, de montage, de la vétusté ou du défaut d'entretien des encadrements et soubassements ;
- les rayures, ébréchures ou écailllements, la détérioration des argentures, peintures, inscriptions gravées ou rapportées ;
- les dommages aux installations de miroiteries situées dans les lots privatifs (sauf Convention Spéciales aux Conditions Particulières)
- les dommages occasionnés aux toitures, marquises, vérandas, serres, châssis, vitraux et objets de verrerie de toute sorte ;
- les dommages corporels et matériels causés par la chute des verres et glaces et de leurs débris;
- les dommages aux installations non conformes à la réglementation de voirie ;
- les tubes et lampes à fluorescence interchangeables, les bandeaux lumineux à défilement de message et les lettres brûlées.

4.9 Dégâts des eaux – Dommages dus au gel et au dégel

- Cf. Article 31 des Conditions Générales MC.1,
et

- Extensions de garantie

Par dérogation partielle aux article 5 et 31 des Conditions Générales MC.1, sont garantis au titre de la garantie « Dégâts des eaux – dommages dus au gel et au dégel » du présent contrat, à concurrence des montants indiqués aux Conditions Particulières :

1 Les frais de recherche de fuites d'eau provenant de canalisations non apparentes ;

C'est à dire le remboursement des frais nécessités par la recherche des fuites ayant causé un accident d'eau couvert par la police, et la remise en état des biens immobiliers (**à l'exclusion formelle des réparations des conduites et appareils**), y compris les frais de déplacement et de remplacement des objets mobiliers. **Cette extension de garantie ne pouvant toutefois s'appliquer qu'aux seules canalisations et appareils à effet d'eau situés à l'intérieur du bâtiment.**

2 les dommages occasionnés par l'engorgement et le refoulement des égouts ;

3 les dommages consécutifs à des fuites d'eau, ruptures, débordements, engorgements accidentels provenant de conduites d'alimentation ou d'évacuation enterrées sous les bâtiments de la copropriété assurée ;

4 Le coût de la surconsommation d'eau liée à une rupture accidentelle de canalisation ;

La surconsommation d'eau prise en charge est celle qui dépasse le total du volume d'eau consommé durant les 2 dernières années précédant l'année du sinistre.

Il est précisé que par année d'assurance, aucune franchise ne sera déduite de l'indemnité versée au titre du premier sinistre de cette sorte.

5 les dommages causés aux aménagements (article 21.2 des Conditions Générales) résultant d'infiltrations au travers des murs extérieurs.

L'assuré doit, pour être garanti apporter la preuve que :

* ces infiltrations ont un caractère accidentel et n'ont pas été rendues possibles par un défaut d'entretien lui incombant,

* des travaux de ravalement et d'étanchéité des murs extérieurs à travers lesquels les infiltrations ont eu lieu ont été effectués moins de 10 ans avant la réalisation du sinistre.

Dès survenance d'un sinistre, la garantie sera suspendue de plein droit et ne reprendra ses effets qu'après réalisation des travaux de réparation nécessaires à l'étanchéité des murs extérieurs.

Il est rappelé que sont exclus les dommages causés aux façades des murs extérieurs elles-mêmes.

TITRE II – Dispositions spéciales relatives à l'assurance de la responsabilité civile de la Copropriété

Article 5 – Garantie « Responsabilité civile » (article 32 à 37 des Conditions Générales MC.1)

A – Descriptif de la garantie

Matmut Entreprises garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires des responsabilités civiles qu'il peut encourir en qualité de Syndicat de Copropriété en application des articles 1382 à 1384 et 1386 du Code Civil, du fait de l'immeuble et des préposés qui peuvent y être attachés.

Sont également garantis :

- * **Les risques d'intoxication alimentaire (article 34 des Conditions Générales MC.1),**
- * **Les risques de pollution accidentelle (article 35 des Conditions Générales MC.1),**
- * **Le vol par préposé (article 36.2 des Conditions Générales MC.1),**
- * **La faute inexcusable de l'assuré en qualité d'employeur (article 36.3 des Conditions Générales MC.1).**

B – Exclusions

Outre les exclusions prévues à l'article 5 et 32 des Conditions Générales MC.1, sont formellement exclus de l'assurance les responsabilités personnelles encourues par les copropriétaires ou occupant de l'immeuble ainsi que les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par le Syndic à l'égard du Syndicat de copropriété.

C - Période de garantie

Par dérogation partielle à l'article 37-A des Conditions Générales MC.1, **la garantie de responsabilité civile est déclenchée par le fait dommageable.** Elle couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie (date de souscription de la garantie auprès de Matmut *Entreprises*) et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre.

Article 6 – «Assurance syndic non professionnels et membres du conseil syndical »

Lorsque cette assurance est expressément prévue aux Conditions Particulières, le syndic de copropriété non professionnel et les membres du conseil syndical de la copropriété assurée bénéficient au titre et dans les conditions du présent contrat, des garanties :

*** Responsabilité civile** (article 32 à 37 des Conditions Générales MC.1) ;

Matmut Entreprises garantit le syndic de copropriété non professionnel et les membres du conseil syndical de la copropriété assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir es qualité dans le cadre de leur mission de gestion, d'administration, de conservation de l'immeuble et d'exécution des décisions valablement délibérées ou du règlement de copropriété, telles que définies par la loi (loi du 10 juillet 1965 modifiée et décrets s'y rapportant, dont le décret du 17 mars 1967 modifié).

*** Protection juridique suite à accident** (article 38 à 42 des Conditions Générales MC.1).

TITRE III – Montant et limitation des garanties

Les montants de garanties, franchises et seuils de déclenchement définis ci-après peuvent être modifiés par des Conventions Spéciales annexées aux Conditions Particulières

Article 7 – Montant des garanties

7.1 - MONTANT DES GARANTIES PAR ANNÉE D'ASSURANCE SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE DU SYNDICAT DE COPROPRIÉTÉ (art. 32 à 37 des Conditions Générales MC1 et article 5 de la présente annexe) quel que soit le nombre de sinistres et de victimes.	
Montant des garanties dans tous les cas autres que ceux visés aux § 1 à 6 ci-dessous :	
* Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs	10 000 000 €
sans pouvoir excéder :	
* au titre des dommages matériels	2 000 000 €
* au titre des dommages immatériels consécutifs à un dommage corporel ou matériel	1 000 000 €
1 - Dommages exceptionnels	voir article 51 des Conditions Générales MC.1 (montant par sinistre)
tous dommages (corporels, matériels, et immatériels consécutifs) confondus	
2 - Intoxications alimentaires (article 34 des Conditions Générales)	2 000 000 €
tous dommages (corporels, matériels, et immatériels consécutifs) confondus	
3 - Pollution accidentelle (article 35 des Conditions Générales)	500 000 €
tous dommages (corporels, matériels, et immatériels consécutifs) confondus	
4 - Dommages d'incendie, d'explosion ou résultant d'un dégât des eaux - Dommages dus au gel ou au dégel	
dommages corporels et immatériels y consécutifs	6 000 000 €
dommages matériels et immatériels y consécutifs	1 000 000 €
5 - Vol par préposés (article 36-2 des Conditions Générales)	
dommages matériels et immatériels y consécutifs	10 000 €
6 - Responsabilité en cas de "faute inexcusable " (article 36 -3 des Conditions Générales)	
tous dommages (indemnisations complémentaires) confondus	6 000 000 €

7.2 - MONTANT DES GARANTIES PAR ANNÉE D'ASSURANCE SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE DU SYNDIC NON PROFESSIONNEL ET DES MEMBRES DU CONSEIL SYNDICAL (art. 32 à 37 des Conditions Générales MC.1 et article 6 de la présente annexe) quel que soit le nombre de sinistres et de victimes.	
Montant des garanties dans tous les cas autres que ceux visés aux § 1 à 4 ci-dessous :	
* Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs	10 000 000 €
sans pouvoir excéder :	
* au titre des dommages matériels	2 000 000 €
* au titre des dommages immatériels consécutifs à un dommage corporel ou matériel	1 000 000 €
1 - Dommages exceptionnels	voir article 51 des Conditions Générales MC.1 (montant par sinistre)
tous dommages (corporels, matériels, et immatériels consécutifs) confondus	
2 - Intoxications alimentaires (article 34 des Conditions Générales)	2 000 000 €
tous dommages (corporels, matériels, et immatériels consécutifs) confondus	
3 - Pollution accidentelle (article 35 des Conditions Générales)	500 000 €
tous dommages (corporels, matériels, et immatériels consécutifs) confondus	
4 - Dommages d'incendie, d'explosion ou résultant d'un dégât des eaux - Dommages dus au gel ou au dégel	
- dommages corporels et immatériels y consécutifs	6 000 000 €
- dommages matériels et immatériels y consécutifs	1 000 000 €

7.3 - MONTANT DES GARANTIES SUR LES RESPONSABILITÉS ASSURÉES (paragraphe A.3, A.4 et A.5 de l'article 22 des Conditions Générales MC.1 et article 2 de la présente annexe) par sinistre et selon l'indice régissant le contrat	
* Responsabilités locatives des compteurs	montant des responsabilités
* Recours des locataires et des copropriétaires	2 000 000 €
* Recours des voisins et des tiers	2 000 000 €
* Responsabilité civile "Vol"	100 000 €
Les responsabilités visées aux paragraphes A.1 et A.2 de l'article 22 des Conditions Générales MC.1 ne sont pas garanties.	

7.4 - MONTANT DES GARANTIES SUR LES BIENS ASSURÉS par sinistre et selon l'indice régissant le contrat	
* Objets et effets personnels (article 1 de la présente annexe)	1000 €

7.5 - MONTANT DES INDEMNITÉS SUPPLÉMENTAIRES (paragraphe 3, 4, 5, 6, 8 et 9 de l'article 23 des Conditions Générales MC.1 et article 3 de la présente annexe) par sinistre et selon l'indice régissant le contrat.

* Honoraires d'experts	Frais réels dans la limite de 5% de l'indemnité due et de 7 700 €
* Gardiennage et clôture provisoire	16 fois l'indice FFB
* Frais de déplacement, de garde et de remplacement des objets mobiliers	Frais réels, dans la limite de 61 fois l'indice FFB
* Frais de démolition et de déblais	Frais réels (maximum 5% de l'indemnité due sur biens immobiliers)
* Taxe locale d'équipement	Frais réels (maximum 5% de l'indemnité due sur biens immobiliers)
* Contravention de grande voirie	31 fois l'indice FFB
* Honoraires d'architectes, contrôleur technique, bureau d'ingénierie	Frais réels (maximum 10% de l'indemnités due sur biens immobiliers)
* Cotisation Assurance	
« Dommages Ouvrage »	Frais réels (maximum 4% de l'indemnité due sur biens immobiliers)

Les indemnités visées aux paragraphes 1, 2 et 7 de l'article 23 des Conditions Générales ne sont pas garanties

Article 8 – Franchises et seuils de déclenchement des garanties

FRANCHISES ET SEUILS DE DÉCLENCHEMENT DES GARANTIES par sinistre

* Il sera appliqué une **franchise** "absolue" de :

- 280 € sur tout dommage relatif à la garantie assurance des biens (Titre II des Conditions Générales MC.1), dommages matériels assurance des responsabilités (Titre III des Conditions Générales MC.1),

Sauf :

- 150 € sur tout dommage relatif à la garantie « bris des installations de miroiterie » (article 4.8 de la présente annexe),

- 950 € sur tout dommage relatif à la garantie « choc de véhicule non identifié » (article 4.6 de la présente annexe),

- 950 € sur tout dommage relatif à la garantie "Tempête et grêle" (article 26 des Conditions Générales),

- franchise légale applicable aux catastrophes naturelles, sur tout dommage relatif aux garanties « catastrophes naturelles » (article 27-I des Conditions Générales MC.1) et « inondation » (article 27-II des Conditions Générales MC.1),

- franchise légale applicable aux catastrophes technologiques, sur tout dommage relatif à la garantie « catastrophes technologiques » (article 4.5 de la présente annexe),

- 3 jours de production en cas de pertes d'exploitation d'électricité relatif à la garantie de panneaux solaires, thermiques ou photovoltaïques (article 1.4 de la présente annexe)

* Il est précisé que par dérogation partielle à l'article 14 des Conditions Générales MC.1 ; les franchises appliquées au titre du présent contrat ne varient pas en fonction de l'indice qui lui est applicable.

* **Protection Juridique** (Titre IV des Conditions Générales)

Seuils de déclenchement de la garantie :

- A l'amiable :	300 €
- Au contentieux :	
- Devant les Tribunaux	1 000 €
- Devant le Conseil d'Etat ou la Cour de Cassation	3 000 €